

QuÃ©bec veut mettre fin Ã l'exploration pÃ©troliÃ¨re et gaziÃ¨re

Dossier de la rÃ©daction de H2o
October 2021

AprÃ¨s des annÃ©es de controverses et l'impossibilitÃ© de dÃ©montrer un vÃ©ritable potentiel d'exploitation pÃ©troliÃ¨re et gaziÃ¨re au QuÃ©bec, le gouvernement Legault songe sÃ©rieusement Ã faire une croix sur cette filiÃ¨re en mettant un terme aux projets sur tout le territoire de la province. Une dÃ©cision qui pourrait coÃ»ter plusieurs dizaines de millions de dollars Ã l'Ã‰tat, puisque l'industrie Ã©voque dÃ©jÃ la possibilitÃ© de rÃ©clamer des compensations qui incluraient les revenus perdus regarder tous les scÃénarios, tout est sur la table, dont l'interdiction de l'exploration et de l'exploitation", a indiquÃ© le ministre de l'Ã‰nergie et des Ressources naturelles (MERN), Jonatan Julien, dans le cadre d'un point de presse Ã l'AssemblÃ©e nationale. Ce dernier a toutefois refusÃ© de s'engager formellement Ã aller de l'avant. "Actuellement, tout ce qu'on fait, c'est analyser les diffÃ©rents scÃénarios pour voir si on doit modifier la loi. C'est sur la table et nous avons certaines intentions d'aller vers lÃ . " Avant de statuer sur la suite des choses, le gouvernement Legault attendra le jugement dans une cause qui l'oppose Ã GaspÃ©gie. Cette entreprise conteste en justice le refus du gouvernement de lui accorder un permis de forage pour le projet Galt, un projet ironiquement dÃ©tenu Ã 17 % par Investissement QuÃ©bec (18,4 millions de dollars). Elle exige en fait de pouvoir forer un puits pÃ©trolier en GaspÃ©sie, et ce, mÃªme si celui-ci se trouve Ã moins de 1 000 mÃtres d'un milieu hydrique. Or, la Loi sur les hydrocarbures l'interdit, Ã moins que le gouvernement le juge sÃ©curitaire. Jonatan Julien estime que la dÃ©cision de la Cour dans cette affaire sera dÃ©terminante. Le ministre n'a pas voulu non plus s'avancer sur les coÃ»ts pour l'Ã‰tat quÃ©bÃ©cois, en cas d'arrÃªt dÃ©finitif de tous les projets. La dÃ©cision pourrait impliquer de multiples dÃ©penses : compensations Ã verser aux entreprises, fermeture dÃ©finitive des puits considÃ©rÃ©s comme Ã©tant "fermÃ©s temporairement", restauration des nombreux sites d'exploration (dont certains sur des terres agricoles), surveillance des puits forÃ©s qui connaÃ®traient des fuites, etc. Pour le prÃ©sident de l'Association de l'Ã‰nergie du QuÃ©bec, Ã‰ric TÃ©trault, il est Ã©vident que les entreprises qu'il reprÃ©sente seront en droit rÃ©clamer des compensations si le gouvernement leur fermaient la porte. Il estime d'ailleurs que celles-ci ne se limiteraient pas aux investissements effectuÃ©s, mais pourraient aussi inclure le manque Ã gagner. L'industrie est cependant pratiquement Ã l'arrÃªt depuis plusieurs annÃ©es, malgrÃ© l'adoption d'une loi sur les hydrocarbures conÃ§ue pour encadrer les projets. Cette lÃ©gislation, qui a Ã©tÃ© adoptÃ©e en 2019, interdit notamment le recours Ã la fracturation dans les basses-terres du Saint-Laurent, ce qui a eu pour effet de mettre un terme Ã toute la filiÃ¨re du gaz de schiste, laquelle avait suscitÃ© une vive controverse.

Si les groupes environnementaux ont rapidement saluÃ© l'intention du gouvernement du QuÃ©bec, pour le titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'Ã‰nergie Ã HEC MontrÃ©al, Pierre-Olivier Pineau, QuÃ©bec ferait fausse route en allant de l'avant. Il estime que, dans les circonstances, "il serait plus acceptable d'autoriser la production, avec Ã©videmment des rÃgles environnementales trÃ¨s strictes et sans subventions gouvernementales, pour ne pas se retrouver Ã dÃ©dommager [les entreprises] et Ã payer pour rÃ©gler des conflits juridiques. Les gouvernements ont improvisÃ© par le passÃ© et veulent prendre des dÃ©cisions symboliques d'interdire l'exploitation, mais c'est cher payÃ© pour du pÃ©trole que l'on importera par ailleurs." De son cÃ´tÃ©, Normand Mousseau, ancien prÃ©sident de la Commission sur les enjeux Ã©nergÃ©tiques du QuÃ©bec, redoute que le QuÃ©bec doive dÃ©penser plusieurs millions de dollars pour mettre fin Ã la saga pÃ©troliÃ¨re et gaziÃ¨re. Mais il rappelle que l'Agence internationale de l'Ã‰nergie est formelle : il faut stopper dÃ's maintenant tous les nouveaux projets pÃ©troliers et gaziers si on veut se donner une chance de limiter le rÃ©chauffement climatique.

Tous les dÃ©tails dans l'article d'Alexandre Shields - Le Devoir